

FORUM SOCIAL LUXEMBOURGEOIS

Journée de débats

Discuter d'un point de vue progressiste les défis auxquels fait face l'Europe, voilà le programme des militant-e-s et ONG lors de la journée du 5 mai.



Le 5 mai, les organisateurs espèrent renouer avec la dynamique lancée lors des assises du Forum social de 2003. (photo: RK)

Si l'Union européenne célèbre cette année ses 50 ans, qu'en est-il de l'Europe aujourd'hui? Si l'Union européenne n'enthousiasme plus les foules aujourd'hui, l'idée d'Europe continue, par contre, à les mobiliser. C'est un fait, une évidence, il faut réinterroger l'Europe sur son avenir. Voilà pourquoi le Forum Social Luxembourgeois organise une journée de débats sur "l'Europe solidaire".

Reposant sur les principes du Forum Social Mondial, cette journée se veut un espace ouvert de débat et de confrontation de positions sur des questions essentielles que se pose la société civile luxembourgeoise sur l'Europe. Sept débats sont prévus, qui auront lieu en partie en parallèle.

1. Europe et rapports Nord-Sud (Aide à l'enfance de l'Inde, Caritas, SOS Faim)

En Afrique, les paysans doivent faire face à la concurrence déloyale de produits venus d'ailleurs et ont ainsi du mal à trouver des débouchés rémunérateurs pour leur pro-

duction. En Inde, la demande de produits bon marché de la part des pays du Nord entretient le travail des enfants. Cet atelier permettra de discuter des rapports Nord-Sud sous l'angle de la responsabilité des pays développés, en particulier de l'Union européenne.

2a. L'Europe des services publics (FNCTTFEL-Landesverband et Attac, avec Laurent Pirnay, membre de la CGSP, Belgique)

Le bilan de la libéralisation des services publics dans le monde est catastrophique. Pourtant, les gouvernements des Etats membres de l'UE et la Commission accélèrent la déréglementation (directive Bolkestein, directive postale, etc.), au nom du primat de la sacro-sainte concurrence. Ce sont les citoyens qui paient le prix des privatisations, surtout les plus pauvres. Le droit de tous aux services et aux biens fondamentaux (éducation, santé, eau, énergie, transports, etc.) est bafoué.

2b. La privatisation du monde par les transnationales (FNCTTFEL-Landesverband et Attac)

Le débat se poursuivra avec Francis de Walque, d'Attac-Belgique, qui présentera les actions d'élus belges dont la commune s'est déclarée zone hors AGCS.

3. Pour une Europe pacifique et solidaire des peuples (Friddensinitiativ, avec Martin Hantke, membre du réseau Europeanwatch)

L'Union européenne, héritière des puissances anglaise, allemande et française, est un nouvel acteur sur la scène internationale. Au cours de la campagne référendaire pour un traité constitutionnel, la Friddensinitiativ s'est penchée sur les dessous de la politique de défense de l'Union.

4. Partizipatives Europa (Lidia, mit Annette Groth, Entwicklungssoziologin)

Die erste französische Erklärung der Rechte der Menschen und Bürger sprach von "les citoyens". Das war 1789. Schon damals nahm eine Frau das nicht hin: Olympe de Gouges. Im ersten Artikel ihrer Erklärung der Rechte der Frauen und Bürgerinnen heisst es stolz: Die Frau ist frei geboren und dem Manne in allen Rechten gleich. Wie sieht es heute aus? Die Frauen haben ein Recht auf Arbeit, auf soziale Sicherheit, auf gerechte Bezahlung. Ein Recht auf dem Papier? Welche Maßstäbe in der Genderperspektive müssen gesetzt werden?

5. Europe et démantèlement social (FNCTTFEL-Landesverband et Unel)

La déréglementation et la privatisation des services publics ont été à l'ordre du jour en Europe au cours des dernières années. Le spectre d'un démantèlement social plane sur l'Europe. Des résistances s'organisent pourtant à l'échelle européenne, tout comme au Luxembourg (loi 5611). Cet atelier permettra de discuter des perspectives de résistance aux politiques néolibérales.

6. L'Europe face aux défis environnementaux (Greenpeace)

Compte tenu du poids économique de l'UE dans les

échanges commerciaux et de son impact sur les questions environnementales, nous nous pencherons sur le rôle que l'UE joue actuellement et celui qu'elle pourrait jouer dans le domaine de l'environnement (changements climatiques, substances chimiques, protection des forêts et des océans) avant d'en discuter avec les participants.

Ces échanges tenteront d'apporter des éléments de réponse sur la politique de l'Union européenne et plus particulièrement, ils tenteront de répondre aux questions suivantes : L'UE organise-t-elle la solidarité à

l'intérieur de ses frontières ou est-elle le vecteur de privatisations et de déréglementations? L'UE favorise-t-elle le développement des pays du Sud et la paix globale? Qu'en est-il des droits des femmes ou de la protection de l'environnement?

De nombreuses associations participent à cet événement, ouvert à tous. Ainsi, durant toute la journée, des stands d'information et un espace de libre discussion permettront un échange maximum. L'accès est libre.

Forum social luxembourgeois

Avis

Avis d'adjudication

Ministère des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics
Division des Travaux neufs

I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT

Ministère des Travaux publics, Administration des Bâtiments publics, Division des Travaux neufs
10, rue du St-Esprit
1475 Luxembourg
Luxembourg

Téléphone: (+352)46 19 19-1

Fax: (+352)46 19 19-555

Email: soumissions@bp.etat.lu

II.1.1) Intitulé attribué au marché

Atert Lycée à Redange/Attert -
1) protection anti-feu
2) peinture

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution

Travaux
Lieu principal
d'exécution: "Atert Lycée" à Redange/Attert.

II.1.5) Description succincte du marché

2 soumissions différentes pour
1) Travaux de protection anti-feu
2) Travaux de peinture

Lot: 07/5954/1

Intitulé:

1) travaux de protection anti-feu
3) QUANTITÉ OU ÉTENDUE

- Cloisons anti-feu en laine minérale pour conduites électriques 640 pcs
- Cloisons en plaques anti-feu pour conduites électriques 170 pcs
- Fermetures anti-feu 2'000 pcs
- Scellement de clapets anti-feu 110 pcs

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires. La durée des travaux est de 80 jours ouvrables à partir du 2e semestre 2007.

Lot: 07/5954/2

Intitulé:

2) travaux de peinture
3) QUANTITÉ OU ÉTENDUE

- peinture sur murs (béton vu, plâtres, etc) ca 29'220 m²
- peinture sur plafonds (béton vu, plâtres, etc) ca 23'000 m²

- peinture dans cage d'escalier ca 6'000 m²
- peinture sur construction métallique ca 8'000 m²
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires. La durée des travaux est de 125 jours ouvrables à partir du 2e semestre 2007.

IV.1.1) Type de procédure

Ouverte

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif

Conditions et mode de paiement: Les intéressés sont tenus d'introduire leur candidature écrite au minimum 24 heures avant de retirer le dossier de soumission à

l'Administration des Bâtiments publics "Soumissions"
Boîte Postale 112
L-2011 Luxembourg
Télécopieur: 46 19 19-555

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration à partir du mercredi 2 mai 2007

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

18/06/2007 à 10:00

IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres

lundi 18 juin 2007 à 10:00
Lieu: Administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg

VI.3) AUTRES INFORMATIONS

Les offres portant l'inscription 'Soumission pour ... dans l'intérêt du Atert Lycée' sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS AU JOURNAL OFFICIEL DE L'U.E.

23/04/2007
Luxembourg, le 20 avril 2007
Le ministre des Travaux publics
Claude Wiseler

A la recherche d'une autre Europe

(RK) - Anti-européens, les alter-mondialistes? Au Luxembourg, cette idée préconçue est infirmée par le programme de la journée de débats du Forum social (FSL), le 5 mai, qui sera entièrement consacrée à des sujets européens. Lors de la présentation de l'évènement, Paul Delaunois, directeur de Greenpeace, a exposé la démarche: "Si les politiciens n'arrivent plus à faire avancer le projet européen, c'est à la société civile de le faire - en exprimant ce qu'elle voudrait que soit l'Europe."

Il est vrai que les trois autres intervenant-e-s, Nico Wennmacher (FNCTTFEL-Landesverband), Nicole Lorentz (Lidia) et Jean-Sébastien Zippert (Attac) avaient soutenu le non durant la campagne référendaire de 2005. Mais Delaunois et Greenpeace, tout comme la Caritas, autre pilier du FSL, s'étaient prononcé-e-s en faveur du oui. Contrairement à la situation en France, au Luxembourg, le dialogue entre "oui critique" et "non constructif" a bel et bien lieu.

Néanmoins le débat référendaire avait entraîné la mise en veille du FSL, drainant les ressources militantes. L'an dernier, un des fondateurs, André Kremer, s'est retiré. Que d'autres aient repris le flambeau, confirme qu'il y a une volonté d'échange et de coopération au sein de la société civile luxembourgeoise. Certaines organisations comme le Mouvement écologique et l'OGBL restent en position d'attente, mais sont néanmoins membres du Forum. Par contre, le FSL évite délibérément de donner trop de place aux politicien-ne-s de parti, échaudé par les expériences des forums sociaux européens. Le choix du lieu n'est pas innocent non plus: l'exposition "All we need" à Belval-Ouest sera un arrière-fond idéal quand il s'agira de concilier la défense des droits acquis en Europe avec les exigences de la solidarité internationale.